

Communiqué de Presse

L'évêque de Limoges en flagrant délit de fake news

« C'est pourquoi, quittant le mensonge, dites la vérité » Ephésiens

Lors du Conseil Municipal du 13 décembre, le Maire de Limoges a clôt les débats en souhaitant, ce qui est banal, un « Joyeux Noël » aux conseillers municipaux présents. Il a cependant assorti ce souhait, à la surprise de tous y compris des membres de son cabinet, d'un « dans la paix du seigneur » tout à fait déplacé pour un maire dans l'exercice de ses fonctions.

Nos associations ont rappelé la loi, précisée par l'Association des maires de France (dont l'adjoint aux finances de Limoges est le vice-président) : *« L'AMF invite les élus, dans leur action publique, à s'abstenir de faire montre de leurs propres convictions religieuses ou philosophiques. Les maires, leurs adjoints et les conseillers municipaux se doivent de respecter le protocole républicain dans l'exercice de leurs fonctions. »*

Avec cette mise au point nous pensions l'affaire close.

Cependant dimanche 25 décembre, dans le Populaire du Centre, l'évêque de Limoges a déclaré : *« J'ai été effaré de l'espèce de susceptibilité en réaction au petit mot du maire. Si on suit le raisonnement de ceux qui se sont offusqués, au fond, le fait même de souhaiter Noël est une atteinte à la laïcité. »*

Monsieur Bozo travestit la réalité des faits : nous n'avons jamais prétendu que « souhaiter Noël est une atteinte à la laïcité », mais le compléter d'une formule religieuse propre au rituel d'une religion particulière si. Les citoyens ne sont pas définis par une appartenance religieuse quelle qu'elle soit, seules la liberté de conscience et l'égalité de tous, qu'ils soient croyants, athées ou agnostiques nous rassemblent.

Dans le dogme chrétien, une « fake news » est un péché, certes véniel mais bien regrettable quand on prétend incarner une communauté. Il est vraiment désolant que l'Eglise de France ait autant de difficultés à pratiquer l'honnêteté intellectuelle.

C'est une atteinte à la dignité et à la fraternité.

UFAL (Union des Familles Laïques 87)

CLR (Comité Laïcité République)

